

# Procédure file

Informations de base	
CNS - Procédure de consultation Règlement	2005/0280(CNS) Procédure terminée
Accord de partenariat dans le secteur de la pêche CE/Maroc Voir aussi <a href="#">2013/0315(NLE)</a>	
Sujet 3.15.15.04 Accords de pêche avec les pays du Maghreb et de la Méditerranée	
Zone géographique Maroc	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<b>PECH</b> Pêche	PPE-DE <a href="#">VARELA SUANZES-CARPEGNA Daniel</a>	15/02/2006
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	<b>DEVE</b> Développement	ALDE <a href="#">CORNILLET Thierry</a>	25/01/2006
	<b>BUDG</b> Budgets	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil <a href="#">Agriculture et pêche</a>	Réunion <a href="#">2730</a>	Date 22/05/2006
Commission européenne	DG de la Commission <a href="#">Affaires maritimes et pêche</a>	Commissaire	

Evénements clés			
23/12/2005	Publication de la proposition législative	<a href="#">COM(2005)0692</a>	Résumé
14/02/2006	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
03/05/2006	Vote en commission		Résumé
04/05/2006	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	<a href="#">A6-0163/2006</a>	
15/05/2006	Débat en plénière		
16/05/2006	Résultat du vote au parlement		

16/05/2006	Décision du Parlement	<a href="#">T6-0201/2006</a>	Résumé
22/05/2006	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
22/05/2006	Fin de la procédure au Parlement		
29/05/2006	Publication de l'acte final au Journal officiel		

### Informations techniques

Référence de procédure	2005/0280(CNS)
Type de procédure	CNS - Procédure de consultation
Sous-type de procédure	Accord international
Instrument législatif	Règlement
	Voir aussi <a href="#">2013/0315(NLE)</a>
Base juridique	Traité CE (après Amsterdam) EC 037; Traité CE (après Amsterdam) EC 300-p3-a1; Traité CE (après Amsterdam) EC 300-p2
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	PECH/6/32883

### Portail de documentation

Document de base législatif		<a href="#">COM(2005)0692</a>	23/12/2005	EC	Résumé
Avis de la commission	DEVE	<a href="#">PE370.190</a>	22/03/2006	EP	
Projet de rapport de la commission		<a href="#">PE369.842</a>	05/04/2006	EP	
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE371.987</a>	06/04/2006	EP	
Avis de la commission	BUDG	<a href="#">PE372.102</a>	25/04/2006	EP	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">A6-0163/2006</a>	04/05/2006	EP	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">T6-0201/2006</a>	16/05/2006	EP	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière		<a href="#">SP(2006)2902</a>	22/06/2006	EC	

### Informations complémentaires

Commission européenne	<a href="#">EUR-Lex</a>
-----------------------	-------------------------

### Acte final

<a href="#">Règlement 2006/764</a> <a href="#">JO L 141 29.05.2006, p. 0001-0034</a> Résumé
--

## Accord de partenariat dans le secteur de la pêche CE/Maroc

OBJECTIF : conclure un accord de partenariat dans le domaine de la pêche avec le Maroc.

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Conseil.

CONTENU : La Communauté et le Maroc ont négocié et paraphé, le 28 juillet 2005, un accord de Partenariat dans le secteur de la pêche qui donne des possibilités de pêche aux armateurs communautaires dans les zones de pêche marocaines, ainsi qu'un protocole de pêche et son annexe destinés à fixer les conditions techniques et financières des activités de pêche des navires de la CE pour une période de 4 ans à partir de son entrée en vigueur.

L'objectif principal de ce nouvel accord de partenariat est de renforcer la coopération entre la CE et le Maroc en vue de la mise en place d'un cadre pour le développement d'une politique de pêche durable et l'exploitation raisonnable des ressources halieutiques dans les zones de pêche marocaines, dans l'intérêt des 2 parties.

Conformément à cet accord, les parties s'engagent dans un dialogue politique sur les sujets d'intérêt mutuel dans le secteur de la pêche. Dans le cadre de l'accord de partenariat, les priorités de la politique des pêches au Maroc sont prises en compte :

- modernisation et mise à niveau de la flotte côtière,
- retrait des filets maillants dérivants,
- recherche scientifique,
- restructuration de la pêche artisanale,
- mise à niveau des circuits de commercialisation,
- mécanisation des moyens de débarquement et de manutention,
- formation et appui aux organisations professionnelles du secteur marocain.

L'accord de partenariat prévoit aussi une coopération entre les parties en vue de promouvoir l'intégration économique des opérateurs communautaires dans la filière pêche au Maroc.

L'accord, accompagné du protocole et de son annexe ont été conclu pour une durée initiale de 4 ans et sont reconductible.

Le protocole fixe classiquement la contrepartie financière, les catégories et les conditions des activités de pêche pour les navires communautaires dans les zones de pêche marocaines. Ce dernier prévoit :

-une contrepartie financière de 36,1 mios EUR par an dont 13,5 mios EUR par an ira au développement et à la mise en œuvre de la politique sectorielle de la pêche au Maroc en vue de l'instauration d'une pêche durable et responsable ;

-des possibilités de pêche pour :

- la pêche artisanale : 20 senneurs pour la pêche pélagique Nord, 20 navires pour la pêche artisanale Sud, 30 palangriers de fond pour la pêche artisanale Nord et 27 canneurs;
- la pêche démersale : 22 chalutiers et palangriers de fond ;
- un quota annuel de 60.000 tonnes pour la pêche pélagique industrielle.

Les redevances des armateurs ont été fixées pour chaque catégorie de navires et pourraient globalement contribuer pour un revenu annuel d'environ 3 mios EUR supplémentaires en faveur du Maroc.

Le Protocole indique également qu'en fonction de l'évaluation des ressources marocaines, les possibilités de pêche pourraient être revues à la hausse ou à la baisse. Ces modifications auront des répercussions sur le paiement de la contribution financière, au prorata des ressources pêchées. La distribution des possibilités de pêche pourrait également faire l'objet d'une modification éventuelle, sous réserve d'un accord entre les parties.

À noter en outre que l'annexe technique au protocole comporte des détails sur chacune des catégories de pêche avec des indications très précises sur le maillage autorisé pour la pêche, le montant des redevances par navire, les zones de pêche autorisées et le type de ressources pêchées avec le nombre de captures accessoires autorisé.

Parallèlement, la proposition de règlement comprend une clé de répartition des possibilités de pêche pour les navires communautaires. Celle-ci se répartit comme suit :

- pêche artisanale au Nord, pélagiques: Espagne : 20 navires senneurs ;
- pêche artisanale au Nord : palangriers de fond (tonnage variable): Espagne : 20 navires, Portugal : 10 navires ;
- pêche artisanale au Sud : Espagne : 20 navires ;
- pêche démersale : Espagne : 7 palangriers de fond et 11 chalutiers et Portugal : 4 palangriers de fond ;
- pêche thonière : Espagne : 17 canneurs, France : 10 canneurs ;
- pêche pélagique industrielle : Allemagne/Lituanie/Lettonie/Pays Bas : 50.000t ; Irlande/Pologne, RU : 6.000t ; Espagne/Portugal/France : 4.000t.

Si les demandes de licence de pêche de ces États membres n'épuisent pas les possibilités de pêche prévues au protocole, la Commission pourrait prendre en considération des demandes de tout autre État membre.

Pour connaître les implications financières de la présente proposition, se reporter à la fiche financière.

## Accord de partenariat dans le secteur de la pêche CE/Maroc

---

La commission a adopté le rapport de Daniel VARELA SUANZES-CARPEGNA (PPE-DE, ES) approuvant dans les grandes lignes la proposition d'accord sur la pêche entre la CE et le Maroc, moyennant quelques amendements selon la procédure de consultation. Dans le

droit fil de leur position traditionnelle sur la conclusion ou le renouvellement d'accords de pêche, les députés européens souhaitent que le Parlement reçoive de meilleures informations lui permettant d'évaluer l'accord et appellent dès lors à «un rapport annuel sur l'application de l'accord» avant que le Parlement donne son aval pour la négociation du protocole suivant. Ils désirent également une plus grande transparence, notamment la possibilité pour un membre du PE ainsi que pour les représentants du secteur de la pêche d'assister aux réunions de la commission mixte en tant qu'observateurs.

En outre, au vu de la question sensible de la relation entre le Maroc et le Sahara occidental, plusieurs députés européens ont été troublés par l'inclusion des eaux du Sahara occidental dans l'accord de pêche. Ils sont préoccupés du fait qu'en signant un accord avec le Maroc donnant l'accès, pour les navires de l'UE, aux eaux au large du Sahara occidental (à savoir, au sud du degré 27,4), l'UE romprait ses engagements envers l'ONU. C'est pourquoi la commission a décidé d'ajouter une clause établissant que l'accord était approuvé «sous réserve de son application conforme au droit international». Elle a également introduit un nouveau paragraphe établissant qu'«en cas de preuve attestant que l'application du présent accord contrevient aux obligations internationales, la Commission prend immédiatement des mesures de suspension».

## Accord de partenariat dans le secteur de la pêche CE/Maroc

---

En adoptant par 409 voix pour, 167 contre et 79 abstentions le rapport de M. Daniel VARELA SUANZES-CARPEGNA (PPE-DE, ES), le Parlement s'est finalement rallié à la position de sa commission pêche et a décidé d'approuver l'accord de partenariat sur la pêche entre la Communauté et le Maroc tout en exprimant certaines réserves quant à ses implications en terme de légalité internationale pour le Sahara occidental.

Les amendements à la proposition de règlement se subdivisent en 2 parties : d'une part, des amendements classiques sur la transparence et l'information du Parlement sur la mise en œuvre de l'accord et d'autre part, des amendements plus politiques touchant à des questions de territorialité de l'accord.

Transparence : comme il le fait pour l'ensemble de ses rapports portant sur l'approbation et la conclusion d'accords ou protocoles de pêche avec des pays tiers, le Parlement demande la rédaction d'un rapport annuel sur la mise en œuvre de l'accord afin qu'il puisse donner son feu vert aux négociations sur le protocole suivant et ce, en connaissance de cause. Le Parlement demande en particulier que la Commission informe le Parlement sur l'application de l'accord couvrant certaines méthodes de pêche, sur l'évolution des ressources halieutiques, sur la conservation des ressources et sur la pêche expérimentale de nouvelles espèces (il est notamment demandé que la Commission propose l'introduction de la pêche aux céphalopodes et aux crustacés dans le cadre de l'accord après avis scientifique pertinent) ainsi que sur toute initiative visant à modifier le contenu de l'accord. Le Parlement demande également qu'un député du PE puisse participer aux réunions de la commission mixte de l'accord, en tant qu'observateur.

La question du Sahara occidental : le Parlement a également voté l'ajout d'un paragraphe garantissant qu'en cas de preuve que l'utilisation réglementée par l'accord enfreint les engagements internationaux, la Commission prenne des mesures immédiates pour suspendre l'accord. Une précision justifiée selon lui par les relations entre le Maroc et le Sahara occidental. Le Parlement s'est en effet inquiété de l'inclusion d'office dans l'accord de pêche des eaux territoriales du Sahara occidental. Il craint qu'en signant un accord avec le Maroc donnant aux flottes de pêche de l'UE un accès aux eaux situées au large de la côte du Sahara occidental (au sud de la latitude 27° 40'N), l'UE se mette en infraction avec ses engagements envers les Nations Unies. Plusieurs amendements GUE/NGL et Verts/ALE ont ainsi été soumis en Plénière afin d'interdire la pêche dans certaines zones, mais ils ont tous été rejetés.

À noter que le Parlement demande également que la contrepartie financière octroyée par la Communauté pour financer la présence de la flotte européenne dans les eaux marocaines, serve également au développement des populations côtières du Maroc et du Sahara occidental.

Cet accord devrait être approuvé par le Conseil le 22 mai 2006, ce qui permettrait à l'accord d'entrer en vigueur avant que les premiers versements n'interviennent, le 30 juin 2006. Auparavant, le Parlement avait refusé d'utiliser la procédure d'urgence pour ratifier l'accord pendant la session d'avril 2006.

## Accord de partenariat dans le secteur de la pêche CE/Maroc

---

**OBJECTIF** : conclure un accord de partenariat dans le domaine de la pêche avec le Maroc.

**ACTE LÉGISLATIF** : Règlement 764/2006/CE du Conseil relatif à la conclusion de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et le Maroc.

**CONTENU** : Le règlement vise à conclure au nom de la Communauté, un accord de partenariat dans le domaine de la pêche avec le Maroc. Cet accord est destiné à octroyer des possibilités de pêche aux armateurs communautaires dans les zones de pêche marocaines. Il est complété par un protocole de pêche et d'une annexe visant à fixer les conditions techniques et financières des activités de pêche par les navires communautaires durant une période de 4 ans, débutant le 1<sup>er</sup> mars 2006 et sous réserve de la révision des possibilités de pêche, décidée d'un commun accord. L'accord, accompagné du protocole et de son annexe sont reconductibles.

L'objectif principal de ce nouvel accord de partenariat est de renforcer la coopération entre la Communauté et le Maroc en vue de la mise en place d'un cadre pour le développement d'une politique de pêche durable et l'exploitation raisonnable des ressources halieutiques dans les zones de pêche marocaines.

Conformément à cet accord, les parties s'engagent dans un dialogue politique sur les sujets d'intérêt mutuel dans le secteur de la pêche. Dans le cadre de l'accord de partenariat, les priorités de la politique des pêches au Maroc sont prises en compte :

- modernisation et mise à niveau de la flotte côtière,
- retrait des filets maillants dérivants,
- recherche scientifique,

- restructuration de la pêche artisanale,
- mise à niveau des circuits de commercialisation,
- mécanisation des moyens de débarquement et de manutention,
- formation et appui aux organisations professionnelles du secteur marocain.

L'accord de partenariat prévoit aussi une coopération entre les Parties en vue de promouvoir l'intégration économique des opérateurs communautaires dans la filière pêche au Maroc.

Protocole de pêche : le protocole fixe classiquement la contrepartie financière, les catégories et les conditions des activités de pêche pour les navires communautaires dans les zones de pêche marocaines. Pour la période initiale de 4 ans, visée à l'accord et à son protocole, un montant total de 144,4 mios EUR est prévu auquel s'ajoute d'autres montants connexes (pour connaître le détail de la répartition financière du protocole de pêche, se reporter à la fiche financière).

Sous réserve de la révision des possibilités de pêche de l'accord par les Parties, le protocole prévoit :

- une contrepartie financière de 36,1 mios EUR par an dont 13,5 mios EUR par an ira au développement et à la mise en œuvre de la politique sectorielle de la pêche au Maroc en vue de l'instauration d'une pêche durable et responsable ;

- des possibilités de pêche pour :

- la pêche artisanale : 20 senneurs pour la pêche pélagique Nord, 20 navires pour la pêche artisanale Sud, 30 palangriers de fond pour la pêche artisanale Nord et 27 thoniers canneurs;
- la pêche démersale : 22 chalutiers et palangriers de fond ;
- un quota annuel de 60.000 tonnes pour la pêche pélagique industrielle.

Les redevances des armateurs ont été fixées pour chaque catégorie de navires et pourront globalement contribuer pour un revenu annuel estimé à 3,4 mios EUR supplémentaires en faveur du Maroc.

Le Protocole indique également qu'en fonction de l'évaluation des ressources marocaines, les possibilités de pêche pourront être revues à la hausse ou à la baisse. Ces modifications auront des répercussions sur le paiement de la contribution financière, au prorata des ressources pêchées. La distribution des possibilités de pêche pourra également faire l'objet d'une modification éventuelle, sous réserve d'un accord entre les Parties.

À noter en outre que l'annexe technique au protocole comporte des détails sur chacune des catégories de pêche avec des indications très précises sur le maillage autorisé pour la pêche, le montant des redevances par navire, les zones de pêche autorisées et le type de ressources pêchées avec le nombre de captures accessoires autorisé.

Répartition des possibilités de pêche : le règlement comprend une clé de répartition des possibilités de pêche pour les navires communautaires. Celle-ci se répartit comme suit :

- pêche artisanale au Nord, pélagiques: Espagne : 20 navires senneurs ;
- pêche artisanale au Nord : palangriers de fond (tonnage variable): Espagne : 20 navires, Portugal : 10 navires ;
- pêche artisanale au Sud : Espagne : 20 navires ;
- pêche démersale : Espagne : 7 palangriers de fond et 10 chalutiers ; Portugal : 4 palangriers de fond ; Italie : 1 chalutier ;
- pêche thonière : Espagne : 23 canneurs, France : 4 canneurs ;
- pêche pélagique industrielle : Allemagne/Lituanie/Lettonie/Pays Bas : 48.500t ; Irlande/Pologne, RU : 7.500t ; Espagne/Portugal/France : 4.000t.

Si les demandes de licence de pêche de ces États membres n'épuisent pas les possibilités de pêche prévues au protocole, la Commission pourra prendre en considération des demandes de tout autre État membre.

ENTRÉE EN VIGUEUR : le règlement entre en vigueur 29 mai 2006. L'accord et son protocole entrent en vigueur à la date à laquelle les Parties se notifient l'accomplissement de toutes les procédures nécessaires à cet effet.